

## **Le Cabinet d'avocats Di Vizio saisit la Cour de justice de la République contre Agnès BUZYN et Edouard PHILIPPE au nom du collectif des professionnels de santé C19**

Dans son point presse quotidien du 18 mars, le directeur général de la santé, Jérôme SALOMON a appelé les particuliers qui avaient des masques à les remettre aux professionnels de santé.

Cet aveu d'impuissance est à mettre en relation avec les révélations d'Agnès BUZYN, selon lesquelles le gouvernement était informé depuis le mois de janvier du « tsunami » qui allait s'abattre sur la France.

Il est donc clair que c'est par négligence coupable que le premier ministre, mais aussi l'ancienne ministre de la santé, n'ont pas anticipé une crise dont ils savaient manifestement la gravité, et qu'ils ne pouvaient, en tout état de cause ignorer.

C'est pourquoi, le collectif de soignants C19, représenté par le Docteur Philippe NACCACHE, médecin urgentiste, le Docteur Emmanuel SARRAZIN médecin chez SOS médecins Tours, et le Docteur Ludovic TORO, médecin généraliste, maire de Coubron et Conseiller régional, **saisit la Cour de Justice de la République à l'endroit de monsieur Edouard PHILIPPE, premier ministre, Madame Agnès BUZYN ancienne ministre de la santé, d'une plainte pénale sur le fondement de l'article 222-7 du code pénal.**

Les soignants sont en danger grave, et la population française avec eux ce qui aurait pu être évité si les bonnes décisions avaient été prises à temps.

### **Des actions en justice qui fonctionnent**

Le Cabinet Di Vizio se mobilise auprès des professionnels de santé depuis le début de la crise, et ce avec succès.

**Le 4 mars, le Cabinet a ainsi saisi, au nom de plusieurs médecins, le Tribunal administratif de Paris pour exiger des masques FFP2 à destination des professions libérales.** Depuis, le Cabinet Di Vizio se satisfait de voir que le Gouvernement a changé de discours et affirme aujourd'hui que les masques FFP2 sont bel et bien nécessaires à la bonne protection des professionnels de santé. Les masques sont également en train d'être livrés aux médecins, même si c'est en quantité insuffisante, compte tenu des besoins.

**Plus récemment encore, le 12 mars dernier, le Cabinet a également adressé une lettre à l'Organisation Mondiale de la Santé,** avec en copie le Président de la République Emmanuel Macron et la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, pour demander un avis sur la gestion de l'épidémie en France, sachant que l'OMS félicitait tant la Chine que l'Italie pour leurs mesures de confinement « courageuses ». Dans la foulée, les premières mesures de confinement ont été mises en place.

La guerre contre le virus continue. Le Cabinet Di Vizio reste plus que jamais mobilisé auprès de tous les professionnels de santé.

« Dans cette guerre contre le covid-19, à chacun de prendre ses responsabilités. C'est pourquoi le collectif des professionnels de santé C19, à la suite des révélations d'Agnès Buzyn publiées par Le Monde, a décidé de saisir la Cour de justice de la République. En effet, si ses propos se confirmaient, **cela voudrait dire que le gouvernement aurait en toute connaissance de cause choisi d'exposer ses populations et ses médecins à un virus mortel.**

Or, pour l'instant, nous n'avons obtenu comme réponse que le constat que toutes les décisions étaient basées sur des avis de scientifiques. **Quels scientifiques**, si la communauté des professionnels de santé alertait déjà sur les dangers liés à une éventuelle propagation du virus ? **Les non-décisions du gouvernement** relèvent-elles, malgré tout, de l'inconscience ou plutôt de l'incompétence ? Ce sera au juge de trancher. **Le confinement doit concerner les personnes, en aucun cas la vérité** », explique **Me Fabrice Di Vizio**, fondateur du cabinet du même nom.

**Contact presse :**

Agence ELEKTRON - Alicja PROD'HOMME

06 50 17 54 91

[alicja@elektron-presse.com](mailto:alicja@elektron-presse.com)

**A propos du Cabinet d'avocats Di Vizio**

[Cabinet Di Vizio](#) est un cabinet d'avocats français fondé par Fabrice Di Vizio, avocat expert des médecins libéraux. Reconnu pour avoir défendu les médecins dans des procès concernant leurs droits à la publicité ou encore dans des affaires médiatisées comme Subutex ou Médiateur, le cabinet Di Vizio apporte aux professionnels de santé son expertise.